

“ la dite Seigneurie de Rigaud-Vaudreuil, ou sur les
“ terrains par eux acquis dans icelle, et décrits dans
“ leur déclaration, avant le présent Défendeur, ni
“ qu’ils aient donné avis ou dénoncé à Notre Souve-
“ raine Dame la Reine l’existence de telles mines,
“ minières ou minéraux, avant l’émanation des lettres-
“ patentes ci-dessus mentionnées.

“ 80. Parce que, par les lois du Bas-Canada, il n’y
“ a pas et il n’y a jamais eu de délai fixé pour donner
“ avis à Notre Souveraine Dame la Reine de la dé-
“ couverte ou de l’existence de telles mines, minières
“ et minéraux, et que le contrat de concession origi-
“ naire de la dite Seigneurie de Rigaud-Vaudreuil,
“ aux auteurs des présents Défendeurs, tel qu’allégué
“ par les Demandeurs eux-mêmes, ne renferme que
“ l’obligation ‘ de donner avis à Sa Majesté, ou à nous
“ et à nos successeurs, des mines, minières ou miné-
“ raux, si aucuns se trouvent dans la dite étendue, ’
“ sans spécifier aucun délai dans lequel cet avis devra
“ être donné.

“ 90. Parce que le présent Défendeur ou ses auteurs
“ n’était pas obligé par les lois existantes dans le
“ Bas-Canada. lors de l’émanation des lettres-pa-
“ tentes suscitées, de faire constater le refus ou la
“ négligence des présents Demandeurs ou de leurs
“ auteurs, de travailler et exploiter les mines qui se
“ trouvaient sur leurs propriétés, par un avis formel
“ et judiciaire, et par un jugement spécial rendu par
“ les tribunaux du pays, si que les Demandeurs l’al-
“ lèguent dans leur action.

“ 100. Parce que, d’après les titres par eux allégués,
“ les Demandeurs en cette cause n’ont aucun droit